

De jeunes Nigériens protestent utilisant le spectre de l'anarchie et du génocide

Par Onyemaechi F. E. Ogbunwezeh, PhD, octobre 2020

Des millions de jeunes Nigériens sont descendus dans la rue ces deux dernières semaines pour protester contre une unité de police nigérienne notoire, la Special Anti-Robbery Squad (SARS). Cette unité, créée il y a plus de dix ans pour lutter contre les cas croissants de vol à main armée, s'est métamorphosée en un nid de tueurs agissant avec une impunité sans précédent. Les manifestants, principalement dans les villes du sud et du centre du pays, ont également exigé des réformes sociales, politiques et économiques radicales pour empêcher le Nigéria de tomber dans l'abîme d'un État en faillite.

Alors que ces manifestations se poursuivaient, les troupes gouvernementales ont tué près de cinquante manifestants à Lagos, en blessant de nombreux autres. Dans l'État fédéré de Plateau, une manifestation pour mettre fin au SRAS a atteint son point culminant avec l'attaque et le meurtre de chrétiens par des jeunes musulmans à Jos et l'incendie d'une église. Des agents du gouvernement avaient lancé des rumeurs de « soulèvement » chrétien.

Alors que l'appareil de sécurité nigérien se tourne vers la violence et l'alarmisme sectaire, le Nigéria, un pays de 200 millions d'habitants, se rapproche d'une guerre ethno-civile/religieuse anarchique, qui se traduit par des actes de génocide contre des minorités vulnérables.

Un modèle clair de protestation pacifique et de violence antiprotestation a émergé. Une dichotomie Nord-Sud est clairement visible. La plupart des grandes manifestations antipolice se sont concentrées autour des grandes villes du Sud, Lagos, Ibadan, Enugu, Aba Port Harcourt et Calabar. Des manifestations propolice et progouvernementale ont été observées dans certains endroits du Nord.

La réaction de l'establishment politique du nord du Nigéria, dominé par les Peuls et les islamistes, a été rapide, qualifiant les manifestations de conspiration chrétienne du Sud visant à renverser un président issu du Nord d'origine islamique.

Cela n'est pas de bon augure pour le Nigéria.

Les conditions d'un génocide existent au Nigéria. Les divisions ethno-religieuses se durcissent ; la violence systématique contre les chrétiens, en particulier dans la Ceinture centrale, se poursuit ; les institutions de l'État se désintègrent ; le pouvoir est concentré entre les mains d'une seule ethnie – les Peuls ; les groupes sécessionnistes tribaux et régionaux prospèrent ; les conflits de faible intensité, le nettoyage ethnique et le pillage des villages chrétiens et minoritaires dans la Ceinture centrale, la militarisation des stéréotypes dénigrant « l'autre » sont en augmentation. Tout cela vient

s'ajouter à l'insurrection islamiste en cours de Boko Haram dans le Nord-Est. C'est le genre d'ingrédients qui se sont combinés pour créer le génocide au Ruanda.

Des actes de génocide localisés sont déjà une réalité pour de nombreux chrétiens nigériens vivant dans le Nord et la Ceinture centrale. Plus de deux millions de Nigériens sont déplacés dans leur propre pays. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie lors de l'insurrection de Boko Haram et des attaques des bergers peuls.

Aujourd'hui, les jeunes Nigériens ont décidé de prendre leur destin en main. On espère que cela n'entraînera pas une nouvelle désintégration de l'État et n'alimentera pas davantage ces forces génocidaires latentes que le Nigéria multiethnique et multi-religieux abrite depuis son indépendance. Il faut espérer que les jeunes du Nord résistent à l'idée qu'il s'agit d'un mouvement visant à évincer le Nord du pouvoir.

Il est difficile pour l'instant d'apprivoiser la colère des jeunes, mais ce n'est pas impossible. Tout espoir d'éviter une nouvelle descente dans l'anarchie dépend du fait que le gouvernement se mette en mode de désescalade totale, en retirant immédiatement les soldats et la police des rues. Le gouvernement doit abandonner la SRAS et l'équipe tactique spéciale (SWAT), renvoyer immédiatement l'inspecteur général de la police, et traduire en justice les policiers et les soldats qui ont tué des innocents. Le gouvernement doit assurer l'enterrement et l'indemnisation des familles des victimes par faute de l'État, et s'engager immédiatement dans le dialogue.

Continuer sur une trajectoire de violence risque de transformer le Nigéria en un État en faillite, et l'entraînerait dans une guerre ethno-religieuse pour les décennies à venir. Une telle guerre déstabiliserait toute la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, enverrait des vagues ininterrompues de réfugiés vers l'Europe ainsi que le reste du monde, et déclencherait un autre génocide brutal pire qu'au Ruanda.

Le Nigéria a déjà connu un véritable génocide, la guerre civile du Biafra de 1967 à 1970. Les autorités nigérianes et leurs partenaires internationaux doivent faire tout leur possible pour en empêcher un autre.

Onyemaechi F. E. Ogbunwezeh, PhD, est chercheur principal auprès de Christian Solidarity International (CSI).